

Censure : RT répond à l'annonce par Meta du blocage des médias publics russes sur ses plateformes

écrit par Jeanne la pucelle | 19 septembre 2024



Un studio de la chaîne RT à Moscou, le 14 novembre 2017 (photo d'illustration).

© Ilya Pitalev / RIA Novosti



Un studio de la chaîne RT à Moscou, le 14 novembre 2017 (photo d'illustration).

Le groupe américain Meta a annoncé ce 17 septembre qu'il bannissait de ses plateformes RT et d'autres médias publics russes, prétextant des «activités d'ingérence étrangères». Le Kremlin fustige des actions «totalement inacceptables» alors que RT, une fois de plus, opte pour le sarcasme face à cet énième interdit en provenance des États-Unis.

«Ne vous inquiétez pas : là où ils ferment la porte, puis la fenêtre, nos “partisans” [...] trouveront une brèche pour se faufiler. Vous admettez vous-même que nous sommes bons dans ce domaine», a raillé RT dans un message sarcastique, posté ce 17 septembre sur sa chaîne Telegram.

Un communiqué qui fait suite à l'annonce de Meta, plus tôt dans la journée, d'exclure RT et d'autres médias publics russes d'information de ses plateformes. **«Après mûre réflexion, nous avons étendu notre action contre les médias d'État russes»,** avait déclaré **la firme californienne, propriétaire de Facebook, Instagram et WhatsApp,** dans un communiqué cité par des médias occidentaux.

«Rossia Segodnya, RT et d'autres entités liées sont désormais bannies de nos applications dans le monde entier pour activités d'ingérence étrange», avait poursuivi le groupe américain.

«Meta se discrédite avec ces actions. Et bien entendu, de telles actions sélectives contre les médias russes sont inacceptables», a dénoncé le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, lors de sa conférence de presse quotidienne.

Cette annonce intervient dans la foulée de nouvelles accusations portées depuis début septembre par l'administration Biden. Les dernières en date remontent au 13 septembre, **Antony Blinken ayant accusé Rossia Segodnya «et ces cinq filiales» d'être «engagées dans des activités d'influence clandestines visant à saper les élections aux États-Unis et les démocraties,** fonctionnant de facto comme un organe de l'appareil de renseignement de la Russie».

La chaîne RT «possède des capacités cyber» et « elle s'est livrée à des opérations secrètes d'information et d'influence ainsi que dans le domaine des approvisionnements militaires» de soldats russes participant à l'opération militaire spéciale via une «unité» qui aurait été intégrée par le Kremlin, a en outre affirmé le chef de la diplomatie américaine.

L'un des «projets» de cette unité top-secrète serait – toujours selon Antony Blinken – «un vaste programme de financement participatif en ligne en Russie, fonctionnant au sein de RT et par le biais de canaux de médias sociaux, qui a pour but de fournir un soutien et des équipements militaires [...] aux unités militaires russes en Ukraine», parmi lesquels des gilets pare-balles, des «équipement radios» ou encore des «groupes électrogènes diesel».

Des accusations de Washington qu'avaient fustigée la porte-

parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, estimant qu'il s'agissait d'une «déclaration de guerre de l'information [...] basée sur une idéologie russophobe et nationaliste absolument claire.»

RT objet de fantasmes à Washington depuis près d'une décennie

Quelques heures avant ces déclarations d'Antony Blinken, CNN avait ébruité l'annonce à venir du département d'État, la présentant comme «s'inscri[van]t dans le cadre d'une vaste campagne du gouvernement américain visant à limiter l'influence mondiale de RT». La chaîne américaine avait déjà, quelques jours plus tôt, annoncé que l'administration Biden s'apprêtait à prendre «une série de mesures» visant «la campagne secrète russe» à l'aune des présidentielles aux États-Unis.

«Trois choses sont certaines dans la vie : la mort, les impôts et l'ingérence de RT dans les élections américaines», avait alors notamment raillé RT, contactée par CNN pour commenter les allégations de l'administration Biden. «Nous devons gagner notre salaire du Kremlin d'une manière ou d'une autre», avait encore proposé notre bureau de presse, dans un éventail de réponses, précisant ne «pas avoir réussi à en choisir une». L'une d'elles évoque de «vieux clichés éculés».

Dans la foulée de la campagne présidentielle de 2016, qui avait vu Donald Trump l'emporter sur Hillary Clinton, la chaîne RT avait été accusée par le renseignement américain d'avoir servi «de plateforme pour que le Kremlin envoie ses messages au public russe et international», et le président russe d'avoir «ordonné une campagne d'influence en 2016 dirigée contre l'élection présidentielle américaine».

RT France